

LOIRE ATLANTIQUE

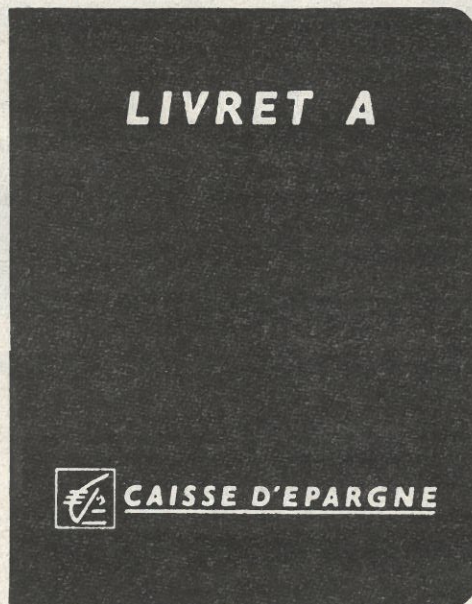
LES NOUVELLES

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 635 - 8 FÉVRIER 1996 - Prix 2,50 F

Chirac - Juppé : le hold-up continue

- *Après les hausses de janvier*
- *Le RDS de février*
- *La baisse du taux d'intérêt du Livret A*
- *Le Gouvernement prépare un projet de Réforme Hospitalière qui met en cause le service public*
- *71 % des Français sont déçus de l'action du gouvernement.*
- *Il faut ouvrir de nouvelles perspectives pour notre peuple.*



SOMMAIRE

- **Monnaie unique :**
Les français doivent être consultés
(Page 2)
- **Forum :**
Quel avenir pour les chantiers
(Pages 3 et 4)
- **La vie du Parti**
(Page 5)
- **La Jeunesse débat de son avenir**
(Page 6)
- **EDF Hôpital :**
Les mauvais coups du pouvoir
(Page 7)
- **L'Huma : le prix de la liberté**
(Page 8)

Edito par
Joëlle Patron
Membre
du Bureau
Fédéral



Après les hausses de tarifs applicables dès le début de l'année, la mise en place du RDS qui va amputer salaires, pensions et revenus de 0,5 % au mois de février, le gouvernement continue sa série de mauvais coups.

C'est ainsi qu'il s'en prend maintenant à l'épargne populaire en baissant de 1 point le taux de rémunération du livret A, avec comme explication : « cela va permettre de relancer la consommation ». Une nouvelle fois les mesures décidées pénalisent la majorité de Français.

Ce nouvel hold-up opéré par Juppé et Chirac s'inscrit parfaitement dans l'application de leur politique ultra libérale dictée par Maastricht qui prépare de nouvelles étapes européennes avec la monnaie unique. Les milieux financiers veulent étendre leurs

L'avenir ne peut
pas se décider
sans que notre peuple
ne puisse
donner son avis

empres, réduire les dépenses publiques, briser les acquis sociaux, ce qui faisait dire récemment au Président de la Bundesbank (qui était soutenu en cela par son homologue de la Banque de France) : « les hommes politiques doivent comprendre qu'ils sont sous le contrôle des marchés financiers » leur

demandant de jouer les gendarmes des nations. La question qui se pose aujourd'hui est bien de savoir s'il faut se soumettre à la tyrannie des marchés financiers ou s'il faut s'en libérer ; si ce sont les marchés ou les nations qui doivent décider. Il s'agit là de questions centrales pour lesquelles le Parti communiste propose d'engager un grand débat à travers tout le pays. La pratique politique et bien des discours de droite et hélas de gauche, considèrent cette conception du marché et de la mondialisation comme intangible. On ne peut pas dire à la fois non aux appétits financiers et oui à la monnaie unique qui en est l'expression majeure.

IL FAUT EN DÉBATTRE !

On voudrait nous placer devant une situation irréversible. Ce serait un véritable coup de force monétaire et politique. L'étape de la monnaie unique ne peut être franchie sans qu'il n'y ait eu débat national et consultation démocratique. C'est cette idée que les communistes soumettent avec la pétition nationale, pétition qu'ils ne considèrent pas comme leur propriété ou comme anticipant le débat mais comme une demande démocratique à la hauteur de la gravité du choix.

MONNAIE UNIQUE :

AUX CITOYENS DE DÉCIDER

Nous entendons parler de monnaie unique pour les temps qui viennent. Un débat de spécialistes ? Un bien pour l'économie française ? Une simplification pour tout le monde ? autant de questions parmi tant d'autres qui pourraient amener à dire après tout pourquoi pas ?

De quoi s'agit-il en fait ?

Le traité de Maastricht a fixé des conditions portant sur des réductions draconniennes de dépenses publiques et des salaires que doivent remplir les économies nationales pour arriver à la monnaie unique. C'est cet objectif qui guide les choix du gouvernement en témoigne le plan Juppé, la remise en cause de la protection sociale, les restrictions de budgets sociaux, d'éducation, les dérèglementations et les privatisations.

A qui profite la Monnaie Unique ?

Le Traité de Maastricht répond : aux intérêts d'une banque centrale européenne située à Francfort (Allemagne) qui serait « indépendante des états ». Autrement dit : directement soumise aux volontés des marchés financiers. Pour plus « de sûreté » un organisme est prévu pour sanctionner financièrement tout état qui s'écarterait des « critères de convergences » retenus par le Traité de Maastricht. Bien évidemment dans ces conditions l'Allemagne pourrait dominer économiquement et politiquement les autres pays.

Il faut consulter les français !

Comme l'a montré le mouvement social de fin d'année, les millions de voix qui se sont exprimés pour refuser l'avenir que l'on nous propose et pour imposer un autre avenir doivent pouvoir se faire entendre et donner leur avis.

C'est le sens des forums, ces confrontations d'idées entre citoyens et représentants de partis de gauche, de progrès, dont le Parti Communiste prend l'initiative dans tout le pays.

C'est également le sens de notre proposition à propos de la Monnaie Unique. Les citoyens doivent être saisis de tous les tenants et aboutissement de ce projet.

C'est à eux de dire s'ils souhaitent ou non que cette voie soit suivie

C'est pourquoi le Parti Communiste lance une pétition nationale qui invite les signataires dans la diversité des leurs préférences de leurs opinions sur Maastricht et sur l'Europe à demander au Président de la République conformément à l'engagement pris en tant que candidat d'organiser un référendum portant sur le passage ou non de la France à la Monnaie Unique.

Donnons nous le moyen de faire part de votre avis, faisons-le entendre et respecter.

Pétition nationale

Pour un référendum portant sur la monnaie unique

Plan Juppé sur la protection sociale, dérèglementation et privatisation de services publics, réduction des dépenses sociales et d'éducation, précarisation de l'emploi, "gel" des salaires... Les mouvements sociaux et les enquêtes d'opinion indiquent que ces mesures sont contestées par un grand nombre de Français, et la question de la possibilité ou non d'une "autre politique" est de plus en plus en débat.

Le président de la République et le gouvernement ont confirmé leur volonté de ne pas modifier leurs décisions, qu'ils prennent conformément aux conditions fixées au passage à la monnaie unique. Celui-ci contraindrait aux choix actuels et ferait peser à l'avenir une lourde hypothèque sur la possibilité d'en faire d'autres, de gauche, de progrès.

C'est aux citoyens et à eux seuls de décider si cette direction, qui conduit à mettre en cause la souveraineté de la France en matière monétaire, économique et sociale, donc politique, doit ou non être suivie.

C'est pourquoi, dans la diversité de nos préférences politiques et de nos opinions sur le traité de Maastricht et la monnaie unique, nous demandons au président de la République, conformément à l'engagement qu'il a pris en tant que candidat, d'organiser un référendum portant sur le passage ou non de la France à la monnaie unique.

Nom et prénom

Adresse

Ne pas ouvrir Nantes Passion au Front National

Surprise pour les Nantais d'apprendre dans le journal de la municipalité « Nantes Passion » que désormais le Front National aurait droit de citer.

Ouvrir le journal municipal au Front National ? Non répond Paul Robert, Secrétaire à la Communication de la Section de Nantes du Parti Communiste Français, après Patricia MORINIÈRE, adjointe communiste au maire de Nantes qui lors du Conseil Municipal avait fait part de sa réprobation à une telle proposition.

Dans un article publié dans les colonnes de Ouest-France dans la rubrique forum, Paul ROBERT explique sa position que nous reprints intégralement.

« Dans le dernier numéro du journal municipal Nantes-Passion, je fus désagréablement surpris de voir que les colonnes de ce journal seraient désormais ouvertes au Front national. Donner une tribune à l'extrême droite dans Nantes passion, journal apprécié de la population nantaise, me choque et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, cela contribue à banaliser ce parti et à en faire une simple composante de la droite, cette tribune permet de donner à l'extrême droite, une image respectable.

« C'est oublier que le parti de

Le Pen désigne l'étranger comme étant la source de tous les problèmes de notre société. Enfin, comment oublier qu'en 95, des jeunes sont morts pour avoir rencontré sur leur chemin, des militants du Front national. Mais est-ce de cela dont M. Péraldi désire parler dans Nantes - Passion ?

« La politique du Front national est simple. Elle s'appuie sur les angoisses réelles des gens concernant l'emploi, la protection sociale, le logement, la sécurité dans les quartiers et les détourne dans la dénonciation

d'un bouc émissaire clairement désigné comme étant la source de tous ces maux : l'immigration.

Pas un parti comme un autre

« Et pourtant, ce parti d'extrême droite n'a pas l'intention de répondre aux besoins de la population en créant des emplois, en construisant des logements, en maintenant et en développant des droits sociaux. A ce propos, Le Pen ne vient-il pas de déclarer qu'il convient de déréglementer et de privatiser la

vie sociale et économique notamment d'Education nationale et la Sécurité sociale.

« Je suis militant communiste et j'agis dans mon quartier, dans mon entreprise contre les idées xénophobes du Front national. Bien sûr, les communistes ne sont pas les seuls à combattre l'extrême droite et je me félicite de rencontrer dans mon combat des militants et des associations progressistes luttant comme moi.

« Ces militants ont déjà pu mesurer la désapprobation, voire l'indignation de collègues, de voisins devant la décision de

donner la parole au Front national dans Nantes-Passion. Pour les progressistes, à Nantes comme ailleurs, le refus du racisme est une idée simple et forte qui s'impose comme une évidence.

« En tout état de cause, ceux et celles qui contribuent, aujourd'hui, à donner une large tribune au Front national, prennent une lourde responsabilité. Non, le Front national n'est pas un parti comme les autres, oui, le banaliser est un danger pour la démocratie ».

Forum national
pour inventer
un nouvel avenir

Construction navale : Quel développement ? Quel avenir ?



De nombreux représentants des formations politiques, d'organisations syndicales et d'élus étaient dans la salle parmi lesquels :

M. CORAUD UDB, DRONVAL PCF Chantier, JEGADEN suppléant à D. COLLIARD PCF Député Seine Maritime, JUSTY Maire St Joachim, GUENIFAIT CCR, LEMASSON CGT Saint-Nazaire, LEBAUD PS Saint-Nazaire, LE CORRE Maire de Trignac, MAUDUIT Président du Groupe Socialiste Maire Saint Nazaire, MAGRE Conseiller Municipal Saint-Nazaire, PERRIN MDC Saint-Nazaire, RICA Responsable Entreprises PCF, ROCHER G. Secrétaire Section Saint-Nazaire, TEILLANT Fédération PCF, TEXIER Président du Groupe Communiste Mairie Saint Nazaire.

S'étaient fait excuser : MM. DIEULANGARD, BATARD, LE TILLY, LE BERCHE, C. EVIN des représentants des arsenaux d'Indret et de Lorient.

L'expérience faite par les participants à cette rencontre Forum, les réactions qui nous sont parvenues depuis invitent à donner à cette initiative un prolongement.

- Au moment où nous avons pris la décision de tenir ce Forum de nombreuses questions, interrogations sur le contenu, la participation étaient posées.

Cette page, les compte-rendu faits par la presse locale ont apporté les réponses.

« Créer des espaces qui permettent aux citoyens de débattre entre eux, d'interpeller les forces politiques pour qu'elles en débattent publiquement entre elles c'est à ces préoccupations que nous avons l'ambition de répondre avec la tenue de ces Forums ».

En effet, sur cette question de la construction navale, il y a entre les forces de gauche des convergences et aussi de réelles divergences.

Dans la salle plusieurs intervenants ont montré que durant ces 15 dernières années cette industrie a subi de sévères reculs avec les conséquences que l'on connaît sur l'emploi, l'indépendance de notre Pays dans les transports maritimes, l'absence d'une politique répondant aux besoins nationaux, mondiaux en progrès sensibles.

Ce constat ne justifie-t-il pas à lui seul le besoin de débattre de quelle perspective ? En effet, pendant ces années il y a eu au Gouvernement, à l'Assemblée nationale un rapport de force favorable à gauche. Pour construire une perspective neuve, un nouvel avenir il y a bien nécessité d'engager le débat afin

Le sens du débat



par J.-R. TEILLANT

que chaque citoyen soit saisi de toutes les questions relatives au changement, son contenu comme des conditions politiques à réunir et qu'il ait le pouvoir d'y apporter lui-même et toute connaissance de cause les réponses.

Imposer que les Chantiers de Saint-Nazaire contribuent à faire reculer le chômage, répondent aux besoins, en particulier des jeunes qui refusent le petit boulot de Juppé invite à prolonger cette rencontre.

A donner plus de force au rassemblement des salariés des Chantiers, de la population nazairienne, de ces élus pour

repousser les choix Maastrichiens, les projets de fusion civile et militaire, en fait à repousser les choix mis en œuvre durant ces dernières années qui ont considérablement affaiblis cette industrie et aggraver le chômage dans les régions concernées.

Poser la question de l'avenir de la Construction navale s'inscrit dans la construction d'une autre perspective pour notre pays en tirant à la fois les enseignements de ce qui a échoué et du besoin de faire du neuf à gauche.

Cette rencontre a montré combien « la gauche » est pluraliste. Combien il est urgent que s'engage dans les entreprises, les quartiers, les établissements scolaires. Cette confrontation d'idées, ce brassage d'opinion pour clarifier les positions des uns et des autres face aux problèmes posés.

Au moment où grandissent partout les interrogations sur les causes de difficultés, les solutions à apporter, le Parti Communiste, ses militants veulent contribuer à ce que vous vous dotiez vous-même du projet transformateur qui vous fait aujourd'hui défaut.

Une responsabilité que les communistes veulent réaliser en prenant appui sur le regard neuf qui se porte sur eux, sur leur mutation en cours, aussi à partir de l'expérience, le besoin pour aller vers de réels changements, de donner à ce parti plus d'influence, plus de force organisée.

C'est pour en débattre qu'il vous invite partout à des rencontres publiques.

Repères

En quelques mots...

Louis DRONVAL,
PCF

Le plan d'entreprise s'articule autour de 4 axes. La politique des créneaux, l'éclatement de l'entreprise en 6 spécialités, le développement de la sous-traitance, la perte de 1 300 emplois à l'horizon 2 000 tourne le dos à la politique de Développement de la Navale que nous demandons.

Nous nous opposons à la fusion du Civil et des Constructions Militaires.

Répondre aux problèmes économiques, d'indépendance et sociaux passe par une amélioration de l'activité du chantier qui peut employer 5 000 personnes.

Jeannette LEBAUD,
PS

Nous avons des points de convergences mais également des divergences.

La Droite brade la Construction Navale, l'accord OCDE est inac-

ceptable et scandaleux.

Nous sommes favorables à une coopération resserrée entre le Civil et le Militaire à condition qu'il n'y ait pas de changement de statut de personnel et de maintenir les capacités de production.

Patrick PERRIN,
MDC

Les chantiers sont pris dans la tourmente de Maastricht ce n'est pas la solution, il faut abandonner Maastricht... Il est temps pour les gens de Gauche de se retrouver pour réussir une alternative.

Jean-Louis JEGALEN,
PCF Le Havre

La crise de la Navale n'est pas le résultat d'un affaiblissement des commandes au Plan Mondial car celles-ci sont en constante augmentation. Ce sont les politiques menées par la France qui ont amené à la situation que

nous connaissons aujourd'hui.

Il est intolérable que l'accord OCDE n'ait pas été débattu à l'Assemblée Nationale.

Est-il possible de faire autrement ? Oui quand on sait par exemple que France Télécom commande un câblage par le biais d'une société suisse qui fera construire le navire en Norvège.

Gérard GUENIFAIT,
LCR

Il faut reconstruire l'espoir. Il faut des réformes profondes dans de nouveaux rapports internationaux.

Gérard MAUDUIT, PS

La majorité de gauche au Conseil Municipal de St Nazaire est d'accord pour soutenir la Navale.

L'accord OCDE est un mauvais accord. Il est nécessaire que le débat se poursuive.



QUELQUES IDÉES FORTES

Fusionner la Construction navale Civile et Militaire est inacceptable. Cela se traduirait à terme par ce que nous avons déjà connu entre les différents chantiers civils. « Concentrer pour être compétitifs » et très vite « fermer pour rentabilité » (souvenons nous de la Normed - La Seyne - La Ciotat et Dubigeon).

Il est possible d'inverser les choix actuels mais pour cela il est urgent que les gens, les salariés débattent entre eux, interpellent les forces politiques de gauche pour modifier en leur faveur le rapport de force politique dans notre pays.

La précarité, la place qu'elle a pris dans la

construction navale pose de véritables problèmes de société dans une localité comme St-Nazaire qui vit pour partie autour de ses chantiers.

Il reste aujourd'hui deux grands chantiers navals civils : Le Havre, St Nazaire et les Arsenaux.

L'heure n'est pas à la rivalité entre eux mais bien à la coopération pour leur maintien et leur développement.

95 % des transports marchands s'effectuent par voies maritimes, il s'agit bien d'un enjeu national.

Un chantier à 5 000 salariés c'est possible et réaliste. Il faut embaucher les jeunes plutôt que de développer les petits boulots comme le propose

une nouvelle fois Juppé dans son plan banlieue.

Nous n'avons rien à attendre de bon des décisions européennes en ce qui concerne la construction navale. L'Europe est pour beaucoup dans la situation actuelle mais, les gouvernements qui se sont succédés depuis le début des années 1980 portent de grandes responsabilités dans leur affaiblissement et la disparition de nombreux sites.

Y-a-t-il eu une politique de la Navale durant cette période ? La question a été posée, une réponse est apparue dans plusieurs interventions : oui, il y a une politique mais pas celle qui répondait aux besoins de notre pays ; celle de Bruxelles.

Les Chantiers aujourd'hui

L'accord OCDE prévoit la suppression des aides à la construction navale. Appliqué, cet accord porterait un coup terrible à notre industrie car il favoriserait les pays à forte marine marchande.

Si l'accord OCDE est l'acte politique fort, la direction des chantiers a mis au point le plan d'entreprise qui a pour but de gagner 30 % de productivité.

La politique des créneaux

Elle laisse de côté des possibilités immenses de développement, et fait prendre des risques importants à l'entreprise. Trois exemples récents confirment cette appréciation : la perte par nos chantiers de deux paquebots au profit des chantiers allemands, l'appel d'offre pour deux portes conteneurs pour la société DELMAS VIELJEUX et France Télécom envisage d'affréter à une société suisse un câblage construit dans un chantier norvégien. C'est là aussi la mission du Service Public qui est détournée.

S'agissant du militaire : il est vrai que les Chantiers de l'Atlantique ont construit de nombreux navires militaires.

Aujourd'hui, le débat porte plus loin car il s'agit de la fusion du civil et des constructions militaires. Nous ne partageons par cette démarche, nous nous y opposons. Nous sommes des partisans de longue date que tout ce qui a trait à la défense nationale soit propriété de la nation.

Nous n'acceptons pas que le militaire soit aux mains des marchands de canons.

Derrière ce projet de fusion c'est donc une nouvelle fois de la casse des statuts des personnels qu'il s'agit, accompagnant la casse du statut d'une entreprise publique d'état, l'ARSENAL.

De ce point de vue, les communistes tiennent le même discours à St-Nazaire, Lorient, Brest, Indret ou ailleurs.



L'éclatement de l'entreprise

L'éclatement de l'entreprise en six secteurs d'activité, six spécialités, n'est pas en soi une mauvaise chose. Mais l'expérience nous fait craindre pour l'avenir.

Rappelons nous nous CREUSOT-LOIRE. Un des fleurons de l'industrie lourde française a été éclaté et vendu par appartement par le groupe SCHNEIDER.

N'est-on aujourd'hui dans cette structuration du capital chantier ? Nous avons déjà vécu la séparation du DIESEL, la chaudronnerie...

Le développement de la sous-traitance

La Charte de la Sous-traitance que vient de présenter la direction peut apparaître comme un code de bonne conduite, mais la volonté homogène à la vie dure.

Comment appréhender autrement la zone de sous-traitance que les Chantiers mettent à disposition avec un financement public ?

Ces zones doivent appartenir aux chantiers et être financées par le chantier et non par les finances publiques.

Le risque le plus grave est sans doute la perte de statut au profit de la précarité.

L'emploi

Et il y a la perspective de réduction de 1 300 des effectifs des chantiers.

Cela fait 20 ans que les effectifs propres de l'entreprise chutent.

Chaque réduction d'effectifs aux Chantiers s'accompagne d'une augmentation du chômage local.

Une amélioration de l'activité autour des chantiers ne peut se faire qu'avec une industrie forte en capacité humaine.

Dans cet esprit nous soutenons l'idée avancée d'un chantier à 5 000 salariés, intégrant tous les métiers de la construction navale.

Quel avenir pour les chantiers ?

Nous voulons un grand Chantier fort de toutes potentialités.

Nous nous inscrivons dans la réponse aux préoccupations premières des français : l'emploi.

Il n'y a pas de progrès pour la France s'il n'y a pas de progrès pour les français.

Cette ambition passe par l'intervention de chaque citoyen à partir de ses aspirations, des priorités qui se construisent dans les entreprises, les quartiers tel que pour la Navale.

La question demeure bien dans le rapport de force que nous devons construire ensemble pour imposer des choix conformes aux exigences d'emploi, de salaire, de protection sociale...

La capacité de production de l'industrie navale Française est passée de 750 000 à 170 000 TJB*. Une chute terrible de 80 % : Pourquoi ?

N'y a-t-il plus de besoins ; plus de commandes ; plus de navires dans le monde ? Observer la navale seule, comme une industrie isolée, n'a en effet pas de sens et il est très instructif d'observer les principaux paramètres dont elle dépend.

1 - Le volume du trafic maritime mondial : Son évolution se mesure en multipliant les volumes par les distances en milliards de Tonnes/Mille il est passé de 13 000 à 20 000 depuis le début des années 80 soit une progression de 60 %. Ces dix dernières années sa croissance moyenne annuelle a été de 4,7 %.

2 - La flotte mondiale : En 20 ans elle a progressé de 50 % en tonnage et le nombre de navires est passé de 65 000 à 81 000. Dans le même temps la flotte française s'est écroulée passant de 500 à 210 navires.

3 - Les commandes mondiales de navires : « le carnet de commandes est à son niveau le plus haut depuis 20 » c'est le titre du journal « Marine Marchande » 20 millions de TJB * en 87, 46,8 aujourd'hui : 130 % de progression, ces chiffres montrent à l'évidence les possibilités pour cette industrie.

Et ; c'est au milieu des années 80, que l'on a fermé : Dunkerque, la Ciotat, la Seyne, Dubigeon etc... Quel gâchis.

* TJB : Tonnes Jauges Brutes.

Billet



de J.-Y. MARTIN
Secrétaire de la Section

Redéploiement militant en Basse-Loire

Les Bureau et Comité de Section de la Basse-Loire du PCF viennent, ces dernières semaines, de procéder à une véritable mise à plat, sans fard ni complaisance, de l'état d'organisation du parti et de la disposition des forces militantes sur le territoire de la Section, qui va, rappelons-le, d'Indre à Quilly, en passant par 14 communes, dont Couëron et Savenay.

Le score réalisé par R. HUE au premier tour de l'élection présidentielle - 3 200 voix sur l'ensemble de ces communes - donne toujours la mesure de l'effort qui reste à faire pour être vraiment à la hauteur des possibilités, car rien n'est définitivement acquis. Certes le parti est-il bien implanté dans plusieurs communes, mais il y a encore trop d'angles-morts de l'activité militante, à plusieurs échelles, dans certains quartiers, comme dans quelques communes.

Il s'agit désormais, au niveau de chaque cellule, d'examiner, en bannissant toute routine, les possibilités de redistribution des forces militantes, dans ce même esprit de conquête. D'ores et déjà, sur la commune de Couëron et dans l'ensemble du canton de Savenay, un plan de travail de subdivision des plus grosses cellules et de redéploiement de leur activité commence à être mis en œuvre. Rien n'est jamais joué d'avance bien sûr, mais le redécoupage du territoire de l'activité de cellules plus nombreuses, à des dimensions plus réduites, donc plus faciles à dynamiser, donnent de premiers résultats : pour ce début d'année 4 adhésions ont déjà été réalisées, qui s'ajoutent aux 32 qui avaient été faites au cours de l'année 1995.

Avec cette indispensable reterritorialisation de l'activité militante, gage à terme d'une plus grande efficacité, c'est dans un espace en partie renouvelé que s'organisent aujourd'hui, avec l'aide des animateurs de section et des élus, les Rencontres Publiques des cellules, ainsi que la préparation du FORUM national qui se tiendra à Nantes.

BRÈVES

● Un week-end avec l'Huma

Succès de la vente exceptionnelle de l'Huma Dimanche dans notre département le week-end du 25 au 28 janvier.

Avec 1 205 numéros supplémentaires commandés au journal, les militants communistes de Loire-Atlantique ont multiplié les contacts avec les gens autour d'eux.

Les échos qui nous sont parvenus confirment l'excellent accueil qu'ils ont eu dans les entreprises et les localités.

● 30 journaux à la Fac

C'est ce qui a été diffusé en quelques heures à la Fac, tant aux portes du restaurant universitaire qu'à l'IUT. Dommage que nous n'en n'avions pas plus nous confiait l'un des jeunes diffuseurs.

● Une semaine en Brière a permis à l'abonné de l'Huma la réalisation de 11 abonnements à l'Humanité Quotidienne et 6 à L'Humanité Dimanche. De passage dans la section du Val de Loire c'est 1 abonnement à l'Huma Quotidienne et 1 à l'Humanité dimanche qui est venu renforcer cette riche semaine.

● Rencontres

Le Comité fédéral a adopté la proposition d'aller vers la tenue de 150 rencontres publiques dans le Département, avec l'aide des membres du Comité fédéral et des directions de Sections.

Après le rendez-vous du 30 janvier une première liste de Cellules avaient pris la décision et fixé la date.

Cellule Jégo - Doulon.....	24 février
Cellule Thorez - Port Boyer.....	9 février
Cellule Turpin - Breil.....	10 février
Cellule Le Paih - Nantes Centre.....	10 février
Cellule Moquet - Nantes Centre.....	17 février
Cellule J. Curie - Dervallières.....	24 février
SNCF Rossi.....	25 février
PTT.....	22 février
Dockers.....	4 mars
Sécurité Sociale.....	20 février
Société Générale.....	6 février
Orvault.....	20 février
Municipaux Rezé.....	5 février
Château.....	en cours
Jouaud.....	9 février
Bouguenais.....	en cours
Châteaubriant.....	2 février
Savenay - Chapelle Launay.....	16 février
à fixer à Ancenis, Carquefou, Le Cellier, 3 à Vertou (une par quartier)	
Trignac Centre.....	14 février
Montoir.....	20 février
St Joachim.....	9 février
St Malo.....	16 février
Saint Brévin.....	10 février
Bourgneuf.....	15 mars
St Nazaire, en préparation : Petit Caporal, Aérospatiale + 5 quartiers	
Le Pellerin - Arsenal Indret - La Montagne.	

● Pas banal...

Les militants et élus communistes de Savenay ont décidé de consacrer un Journal de Cellule spécial à la situation du Golf situé sur la commune, compte-tenu des lourdes conséquences sur le budget de la commune. Il en est résulté un « Cahier Blanc » de 12 pages, véritable dossier fournissant toutes les informations pour dénoncer, dans cette affaire, le gaspillage de l'argent public.

Pour ne pas minimiser le travail ainsi réalisé, il fut décidé de le proposer pour 5 F sur le marché et devant le PMU, points de rencontre habituels des communistes avec la population totale.

Résultats ? Du fait de l'actualité « avec, entre-temps, le dépôt de bilan de ce Golf » et de l'intérêt du contenu, il est le plus souvent donné 10 F. par exemplaire. Environ 200 ont ainsi été diffusés, pour une somme globale récoltée de 1500 F., reversée par la cellule à la souscription.

CLIO
A partir de
51 600* F



*C'est à dire :
64600F

-5000F d'aide de l'Etat pour la reprise des véhicules de plus de 8 ans.

-8000F de reprise supplémentaire accordée par votre concessionnaire.

Offre valable jusqu'au 29-2-96 et réservée aux particuliers possesseurs de leur véhicule depuis au moins 6 mois.

RENAULT ST-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 17 20 20



LA JEUNESSE EN MOUVEMENT

Les 3 et 4 février, les Jeunes et les Etudiants Communistes se sont réunis pour débattre des grandes questions qui leurs sont posées, en particulier : Quel avenir dans quelle société.

Y a-t-il trop de diplômés, trop d'étudiants, trop de tout ou plutôt pas de changement dans le travail, la formation, la recherche ?

Les savoirs, les pouvoirs, la politique : une affaire d'élites ou le partage pour une démocratie renouvelée ?

LES JEUNES COMMUNISTES



La Conférence Fédérale des jeunes communistes qui s'est tenue à Nantes le week-end des 3 et 4 février a été un moment fort de débats, d'échanges.

Depuis la dernière Conférence fédérale, le Mouvement de la Jeunesse Communiste s'est développé d'une façon non négligeable dans notre département même si force est de constater que des efforts d'implantation de cercles de la J.C. doivent être faits en direction des jeunes travailleurs et dans les quartiers populaires.

Précarité, échec scolaire, chômage, pauvreté, drogue, mal vivre dans les cités, mouvement social,

l'Europe, tous ces thèmes ont été abordés pendant ces deux jours de réflexion.

Nous sommes des milliers à vouloir un changement de société, à ne plus vouloir vivre à genoux. On en a assez que notre dignité soit bafouée, que notre vie soit sacrifiée.

Mais comment faire « tous ensemble » quand une grande majorité de la jeunesse est inorganisée ! Peut-être en organisant des assemblées publiques dans les lycées et les quartiers, comme l'ont décidé les jeunes communistes pendant leurs travaux. Assemblées publiques où tout le monde a son mot à dire, jeunes déjà enga-

gés dans un mouvement ou une organisation, jeunes inorganisés mais qui ont envie que la société change. Lors de la conférence, les jeunes communistes ont organisé dans cet esprit un débat sur l'école et un autre sur la drogue.

Au cours de ces travaux les jeunes communistes, ont décidé de la mise en place d'un véritable collectif fédéral afin de poursuivre les efforts déjà engagés.

Une délégation de 8 camarades représentera la Fédération de Loire-Atlantique au Congrès National du 29 février au 3 mars.

LES ETUDIANTS COMMUNISTES

C'était la première conférence de ville des étudiants communistes de Nantes depuis bien longtemps.

Ce fut un grand moment de réflexion, d'écoute par delà notre diversité.

Et c'est justement de cette dernière dont nous avons discuté le samedi après-midi. Diversité des situations de vie et d'étude, des attentes, des envies. Mais au-delà de cette diversité le constat revient d'une énorme envie de changement, celle-là même qui est descendue dans la rue en novembre et décembre 95.

Mais une envie qui peut très bien ne pas avoir de traduction politique, progressiste.

L'urgence de faire un choix entre l'homme et l'argent, de dépasser le capitalisme est donc grande mais un autre constat également : les jeunes n'ont pas envie d'organisation ou de partis qui leur proposeraient

un programme tout ficelé. Il s'agit bien de mettre l'avis des jeunes au pouvoir. Cela été le sens de toute notre activité comme les assemblées publiques par filière pour aller sans cesse à la confrontation d'idées avec tous les étudiants et également toutes les autres organisations, tant le besoin est grand - et ressenti d'une nouvelle culture de débat. Y aller avec notre identité, nos propositions, auxquelles les étudiants communistes tiennent vraiment, la discussion de l'après-midi l'aura montré : élaborer sans cesse avec les gens.

Et il y a un endroit privilégié de démocratie pour cela : le cercle. Nous en avons discuté le dimanche.

Donc une organisation au plus près des étudiants, dans le cours, l'amphi, pour répondre encore mieux à l'attente multiforme de changer notre vie. Le constat est fait que sur la structuration en cer-

cles, nous avons beaucoup progressé, ce qui aura permis une progression également en terme de nombre. Question du nombre, question centrale, car peut-on mettre l'avis des jeunes au pouvoir avec une organisation qui resterait un mouvement de professionnels de la politique ?

Partir du cercle pour considérer les centres d'intérêt de chaque étudiant communiste comme le moteur de toute l'activité, pour se développer, pour que le débat se tienne partout, partir des cercles également pour la composition de nos directions, du cercle au Conseil National, en passant par le bureau de ville que nous avons élu.

En résumé, un grand temps où l'on a réfléchi et l'on s'est parlé, la discussion bien sûr trop courte étant à poursuivre encore dans nos cercles, lieux de lutte de vie et d'entraide, pour construire un autre avenir.



Initiative pour l'école

Lors de leur Conférence Fédérale, les jeunes et étudiants communistes ont organisé un débat sur l'école, débat auquel ont participé de jeunes écologistes, de jeunes socialistes, des parents d'élèves, des professeurs, la CGT. Les invités d'autres mouvements ont fait part de leur intérêt pour ce débat mais n'ont pu être présents.

Ce débat riche, passionnant a été un lieu de partage et d'écoute malgré certaines divergences de fond sur le rôle de l'école.

Nous en rendrons comptes dans notre prochaine édition.

La discussion a porté sur la démocratie dans les lycées, les rythmes scolaires, la place des grandes écoles, les moyens de l'éducation nationale, la reconnaissance des diplômes, les salaires, les rapports avec l'entreprise et d'aborder concrètement les questions soulevées par le dernier mouvement social.

Le constat a été fait que le système scolaire français actuel ne favorisait pas l'épanouissement, la curiosité des élèves, l'apprentissage de la démocratie, l'ouverture sur le monde.

Les participants ont décidés de continuer le débat entre organisations, mais également dans les lycées, les facs afin d'agir avec les lycéens, les étudiants... à suivre.

Aidez financièrement les Jeunes et les Etudiants Communistes à participer à leurs Congrès Nationaux qui se dérouleront du 29 février au 3 mars à Villejuif

Je souscris la somme de.....Francs

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Chèque libellé : J.-P. Legal
et à retourner à J.-P. Legal - MJC - 41 rue des Olivettes - 44000 NANTES

RÉVÉLATION

Rapport Devulder Saccage de l'hôpital public

Un rapport, le rapport Devulder, sert de base à l'ordonnance que le gouvernement veut prendre en mars prochain, conformément au plan Juppé.

Selon ce rapport, l'hôpital public (le mot même a disparu) n'a plus le rôle central dans le système de soins, mais est une source de dépenses qu'il faut réduire à tout prix, même au prix de la dégradation des soins aux malades et de leur renchérissement.

Nous avons demandé à Michelle Picaud, cadre infirmier responsable de service au CHS de Blain, membre du Comité Fédéral de nous donner son sentiment sur ce rapport.

M. Picaud : c'est l'ouverture des portes au privé, notamment aux grandes entreprises comme Générale des Eaux, Lyonnaise des Eaux avec leurs enseignes de rentabilité financière immédiate.

C'est à terme, le retour à l'hôpital des pauvres des siè-

cles passés - par exemple - Une procédure d'appels d'offres, appellation commerciale, est mise en place pour autoriser l'accréditation d'une équipe hospitalière sur la base du coût financier.

Le préfet de région serait tout puissant pour attribuer ou retirer cette accréditation et les crédits qui vont avec. Avec sanctions en cas de refus de se plier à ce diktat.

La réduction des dépenses publiques est le premier objectif du gouvernement.

Le carcan financier des budgets globaux, loin de sauver conformément aux promesses électorales de Jacques Chirac, est pérennisé et même renforcé chaque année par un vote au parlement qui décidera de l'enveloppe financière.

Les élus et salariés seront exclus

Pour faire appliquer cette réforme, régressive en matière de réponses aux besoins, il est retiré tout pou-

voir aux élus de la population (les maires n'auront plus la présidence des Conseils d'administration des hôpitaux publics) et aux salariés, pour le concentrer dans les mains du préfet de région et tenter d'imposer ainsi les fermetures de lits et de services.

Cette logique « libérale » concerne les personnels et leur statut, elle fait éclater la formation et la recherche en faisant disparaître les CHU, cassant ainsi le lien fécond entre la modernité et le service public. La précarité devient la règle et accompagne l'accréditation des structures et de leur « contrat ».

En tant que cadre hospitalier, je ne pense qu'à approuver Robert HUE qui qualifiait cette réforme le 16 novembre 1995 de « guerre au monde du travail, aux familles et aux personnels de santé ».

Il est de notre devoir et responsabilité de lancer un cri d'alerte devant ce véritable recul de civilisation qui est programmé.

EDF
GDF

EDF : Le Bâton d'Alphandéry



Devenu récemment le patron de l'EDF, l'ancien ministre balladurien, Edmond Alphandéry a décidé d'engager le bras de fer avec les syndicalistes et notamment la CGT.

Nous sommes loin de « 1996, l'année du dialogue social » annoncé au lendemain des mouvements sociaux par Juppé et Chirac. Trois militants syndicaux à Cordemais, deux à Nantes sont menacés de sanctions disciplinaires suite au conflit de décembre.

Le lien entre ces « mesures disciplinaires » et la note confidentielle de la direction révélée par la CGT semble évidente.

En effet, cette note du Staff de la direction générale répertorie les « 110 commandements » de ses chefs d'établissement pour combattre les libertés syndicales.

C'est ainsi que la direction invite « à des réflexes permanents pour mémoriser le fait que la grève est un état de guerre et que par voie de conséquence, il ne peut y avoir de confiance en l'adversaire ».

On peut également lire « Eviter la contagion générale et/ou interne... Avoir sur le terrain des chefs en point d'appui... Faire preuve de fermeté ».

La note donne également les « limites » à ne pas dépasser telles que :

« L'occupation des locaux, l'affichage de banderoles sans oublier l'impardonnable et condamnable contact avec les médias ».

Les liens qu'entretenait EDF avec les sectes classées dangereuses par le rapport parlementaire ne manqueront pas de nous inquiéter quand la direction précise :

« les chefs d'établissement doivent s'entourer d'hommes de confiance sur chaque site, resensibiliser et assurer le soutien de ces hommes de confiance, vérifier leurs disponibilités... ».

Il est clair que l'ancien ministre balladurien et le relais qu'il trouve dans les directions locales de Cordemais et Nantes visent à réaliser les conditions permettant d'engager la phase décisive de déréglementation mastrichienne et de privatisation annoncée.

Les agents EDF et leurs syndicats ont décidé d'engager la riposte : ils ont raison.

Le moment n'est-il pas venu de prolonger le débat sur l'avenir de l'entreprise, son développement, pour donner plus de force encore au mouvement social qui se développe.

Fusion des Caisses Primaires d'assurance maladie de Nantes et de Saint-Nazaire



Inscrit dans le plan Juppé puisqu'il l'annonçait dans son discours devant les députés le 15 novembre. « Le réseau des caisses locales sera réorganisé avec l'objectif de constituer un seul organisme par département... ». La fusion des caisses de Nantes et de Saint-Nazaire risque de peser lourd sur le personnel et les assurés.

Nous avons demandé à J.-Y. LEHUDE, employé à la caisse de Saint-Nazaire, son avis.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Annoncer aujourd'hui pour 1996, 1,5 milliard d'économies sur les coûts de gestion et 2 milliards d'économies pour 1997, c'est purement et simplement annoncer le gel de toute amélioration de la situation sociale dans les caisses mais aussi la suppression de milliers d'emplois.

Au travers de la pression directe sur la masse salariale : 1,5 milliard de francs représente 8 829 F par agent d'économie, c'est l'équivalent de 10 000 emplois supprimés en 1996 et de 13 000 en 1997.

Comment cela peut se traduire sur le département ?

Dans 20 départements, il existe depuis des dizaines d'années plusieurs CPAM.

C'est le cas de la Loire-Atlantique avec les CPAM de Nantes et Saint-Nazaire.

Cette situation est liée à l'histoire de notre département, à sa géographie, à ses zones industrielles, à des questions de communication mais également à de forts courants culturels. Autant de spécificités qui constituent l'originalité et la richesse de notre pays.

Une fusion de la caisse de Saint-Nazaire avec celle de Nantes se traduirait immanquablement par un éloignement des centres de décisions et donc par des conditions d'accueil dégradées pour les assurés et des détériorations sociales pour les personnels.

Comment s'engage la riposte ?

L'objectif de Juppé relayé par notre direction est de faire des économies importantes sur les per-

sonnels, les immeubles, sur les assurés.

Les réductions d'emploi seraient massives, les mutations autoritaires, les promotions bloquées et le service rendu dégradé.

Les assurés sociaux de notre département ont déjà constaté les méfaits d'une centralisation lors du transfert du Centre de Traitement Informatique de Nantes à Angers il y a quelques années en perdant au minimum un jour dans les délais de remboursement.

Syndicalement, la CGT a décidé d'une action nationale et lance une pétition, elle entend s'adresser aux maires des communes afin de les sensibiliser sur la question.

Les communistes des caisses de Nantes et de Saint-Nazaire se sont quand à eux déjà rencontrés pour envisager des actions communes contre le plan Juppé et ses retombées sur notre département.

Ils ont décidé de poursuivre leur réflexion et projette tant à Nantes qu'à Saint-Nazaire l'organisation de réunions publiques qui pourraient associer personnel et assurés.



société d'études et réalisation de Machines spéciales et outillages

S.A.R.L. capital de 100 000 F
Zone d'Activités des Pédras
44117 St ANDRE des EAUX

J. GONZALEZ

Tél. 40.91.52.83
FAX 40.91.54.82

Dans les vagues...
...un jardin

l'Atlantide
RESTAURANT

59. Bd de la Mer
44740 BATZ-SUR-MER
TEL. 40 23 92 20

Le Lichen

Hôtel de Charme



VUE SUR MER
CÔTE SAUVAGE

BAIE DU MANÉRIK - 44740 BATZ-SUR-MER

TEL. 40 23 91 92
FAX 40 23 84 88

HUMANITÉ : La liberté n'a pas de prix

La presse dans sa diversité est un élément fondamental de la démocratie, elle joue un rôle important dans l'épanouissement des idées, elle est un rouage des libertés.

Les difficultés économiques que rencontre la presse qu'elle soit nationale ou régionale sont graves.

On peut ne pas partager telle ou telle orientation exprimé par un titre mais sa disparition comme ce fut le cas il y a quelques semaines d'Info Matin ne profite à personne et surtout pas au pluralisme que nous défendons.

En lançant une souscription nationale dès le retour des congés l'objectif retenu par l'Humanité était d'équilibrer ses comptes pour 1995. Il fallait réunir 7 millions de francs.

Ce pari qui permettait à l'Humanité de garder toute son indépendance face aux banques et aux forces de l'argent nous l'avons gagné. Nous l'avons gagné ensemble avec la contribution que nous avons décidé de mettre personnellement suivant nos contraintes personnelles mais avec une même volonté, celle de réussir.

Le mouvement populaire soulevé par cette souscription est révélateur des capacités que nous avons d'affronter et de surmonter les obstacles qui peuvent se dresser devant nous. Il donne à réfléchir encore plus sur ce qu'il recèle en profondeur.

Nous avons décidé de publier la liste des souscripteurs de Loire-Atlantique telle qu'elle est apparue au fil des 18 semaines dans l'Humanité. Il s'agit de communistes, de non communistes, d'adhérents ou sympathisants d'autres partis politiques. Nous y retrouvons bien entendu des lecteurs, des amis de notre journal mais toujours des femmes et des hommes qui ont contribué à l'existence de la presse communiste et qui veulent que les libertés et le pluralisme vivent.

SOUSCRIPTION HUMA 1995

Section de la BASSE-LOIRE AUGMARD Pierr(Couëron) 20,00 - BOUE Michel (Couëron) 20,00 - BOURMAUD Patrice (CF) 200,00 - HERVE Jean-Louis (Couëron) 100,00 - MARTIN Jean-Yves (CF) 300,00 -

Section de la BRIERE : Aoustin Maud et Honoré 200,00 - Aoustin Philippe (St Joachim) 500,00 - CADORET Jocelyne (Montoir) 200,00 - CDH (St Joachim) 1 000,00 - Cellule KERIVEL (St Malo) 800,00 - DAVID Roger et Mme Aoustin 918,00 - LE DAHERON Raymond (Trignac) 300,00 - PICAUD Michèle (CF); 300,00 - PRIVE Lucienne (Donges) 100,00 -RAUD Serge (St-Malo) 20 - SAULNIER Jean; 300,00 - TEILLANT Jean-René (CF) 300,00 - TUAL Joseph (Ponchâteau) 200,00 - VAUTRIN Guy (Trignac) 200,00; -

Section de CHATEAUBRIANT : HOUARD Auguste (Sion).200,00. - MARCHAND Maurice.300,00.- OGER Huguette et F.300,00.- PRODEAU Michel.200,00..

Section LOIRE ET SEVRES : ANONYME St-Seb 300,00. -Cellule BOUVIER (St Sébastien).500,00.- CHEVALIER Christiane et Roger 100 - GOUTY Michel (Verton).200,00.. GUILARD Claude 100 - GUILLE Marcel (CF).150,00. - LOUVARD Roger 100 - PERRY Ulysse 150 - VERGNAUD Serge (Les Sorinières).200,00..

Section de NANTES : AUBERTIN Yvon-50,00--BARBE Roger-1000,00--BARILLER Michel-500,00--BARON Eric-100,00--BARON Marcelle-300,00--BARON Patrick-100,00--BARRE Joseph-150,00--BERNEDE Christian-100,00--BILLAudeau Denise-200,00--BONTEMPS C. et G. (CF)-300,00--BRIAND Monique-100,00--BURGE Edmond-100,00--CARON Pierre-200,00--CDH Cellule CASANOVA-500,00--CDH et Cellule Benoît FRACHON-2 000,00--CDH J. CURIE DERVALIERES-400,00--CDH LE PAIH-700,00--Cellule CASANOVA 500 - Cellule CHAUVIN- 2 000,00 - Cellule du BÂTIMENT-750,00--Cellule LE PAIH-300,00--Cellule MICHEL-1 250,00--Cellule ROSSI 600,00--Cellule SEMARD-300,00--CHENEAU Yannick (CF)-300,00--CONSTANT Gilbert-200,00--CORNILLEAU Delphine-50,00--DALAINE Gilbert-100,00--DALIBARD André-1 000,00--DUPRE Gérard-136,92--FOUERE Stéphane 50,00--FOURNY Julia-1 000,00--FRAUD Lydie-60,00--GAUDIN Raymond 500 - GOIC Henri-200,00--GRAVOILLE Catherine-200,00--HARREAU Germaine-100,00--HELIAS Gérard-200,00--JADE Gérard-200,00--JOUAN Paul-100,00--LE MERDY Gilles 150 - LE TOLL Serge-310,00--LELOUP Andrée-200,00--LELOUP Michel 150 - MARRAST André-100,00--MASSIERA Daniel-200,00--MAURY Marcelle-100,00--MERCIER Xavier-100,00--MOREAU Jean-Jacques-1 000,00--MORINIERE Gilles et

Patricia (CF)-600,00--MOSSIDDA Joseph-100,00--MOYSAN Henri-100,00--NEVEU Ernest-200,00--OYER Gérard-500,00--PICHAVANT J-F-200,00--POITEVIN Albert-200,00--PRANGERE Marc-50,00--RICA Michel (CF)-200,00--RIOU Pierre (CF)-200,00--ROBERT Paul (CF)-300,00--ROCHEDREUX - SALOMON-NORMIER J.C. 500 - Dominique-50,00--SARRAZIN Charles-50,00--Section de NANTES-500,00--Serge-100,00--SORIN Jean-100,00--TREVARAIN Georges-100,00--

Section de LA PRESQU'ILE GUERANDAISE : ANGLERAUD Léon (Pouliguen)-650,00--ANONYME 500,00--CORPEL Alice-500,00--DAUCE Claude-et Lucie 500 - FAIVRE-PIERRET Hubert 500 - NOBLET Yvonne- 500,00 - TEXIER Guy (Pornichet)-100,00--THIBAUT Joël (Batz)-150,00--

Section du PAYS DE RETZ : Cellule RUAUX 350,00--DAJOUX Jean-Louis (St Michel)-200,00--PIPET Anne et François (St Pzanne)-500,00--



Section REZE SUD LOIRE : ANONYME (Rezé)-500,00--ANONYME (Rezé)-50,00--AUDUREAU C.-600 - BARAU Gilles-100,00--BENUREAU LEMONNIER (Bougenais)-45,00-- BETOU Anna 150 - BLOND Marcel-100,00--BOIZIAU Marcel (La Chevrolière)-200,00--Cellule G. PERE (La Montagne)-500,00--CESBRON J et N-2 000,00--CHAUVIN Micheline (Bougenais)-400,00--CHEVALIER René (Rezé)-300,00--DAVESNE Jacques (Rezé)-200,00--DINAHET Annie et Pierre (St Jean Boisen)-300,00--DOUILLARD Louis (Rezé)-300,00--DURAND Pierre (Rezé)-700,00--EVAIN Michel (La Montagne)-300,00--FERRAND Guy (Bougenais)-200,00--FRACCARD Antoine (La Limouzinière)-500,00-- GOUPIL Yvonne (Sorinières) 200 - GUENANTIN Massida (Bougenais)-200,00--GUERMENE Yves (Bouaye)-120,00--JOUAN Patrick (Rezé)-100,00--LEMONNIER Pierre (Rezé)-200,00--LEPRÊTRE Jeanne (Rezé)-300,00--LEROUX

Alberte (Rezé)-150,00--LOZANO Damien (Rezé)-300,00--LUCAS Dominique (Rezé)-200,00--LUCAS Joseph-300,00--MOYSAN Alexandrine 200 - PATRON Joëlle 200 - PAUVERT René 100,00--PERRAIS Christian (Brains)-300,00--PERROT Janine-200,00--PERROT Roger (relevé Huma)-500,00--PIAU Henri (Rezé)-200,00--POTEREAU Olivier (Rezé)-200,00--PRADIE Céline (Le Pellerin)-1 000,00--SANIA Raymond (Rezé)-200,00--SAUVAGET René-250,00--STERVINOUE Danielle-200,00 - VINCE Yann (Rezé - CF)-200,00--

SECTION DES 3 RIVIERES : BLAIS Y. (St Vincent des Landes); 300,00 - BRETON Michèle et Fernand (St Nicolas Redon); 100,00 - LAMORLETTE J.P. (Bouvron) - 300,00; PERRAUDEAU Jean-Noël (Vay) 1 300,00 - ROLLAND Michel (Blain); 400,00 -

Section ST-HERBLAIN GESVRES ET CENS : BARUZIE Daniel (Sucé)-100,00--BEAUVAIS J.M. (St Herblain)-200,00--BREGER Marguerite (Grandchamps)-200,00--Cellule AC GODEAU (Chapel-Frère)-300,00--CORPARD Roger (St Herblain)-100,00--DUSSEAUX J. (CF)-100,00--FRIOUX Claude (St Herblain)-300,00--JACOTIN Claudine (St Herblain)-200,00-- KUBLER J.Claude 100 - LE COEUR Jacques et Ève (Thélis)-200,00--LEMESLE Joseph (St Herblain)-200,00--MAZAN J.P. (St Herblain)-150,00--NICOLOVOCHON Henri (Orvault)-500,00--PETKEVITCH Félix (Orvault)-200,00 --SETIEN J.-260,00--

Section de SAINT-NAZAIRE : ADVENARD Louis et Annick-100,00--ANONYME-400,00--ANTOINE Régis-200,00--ATHIMON Maurice-100,00--AUBIN Jean-120,00--BODARD Pierre-100,00--BODARD Pierre-200,00--BOURMAUD Jean-500,00--CAILLON Jeanne-50,00--Cellule de KERLEDE-500,00--Cellule de l'IMMACULEE-1 600,00--Cellule DERMURIE / HERBINS-500,00--Cellule G. MOQUET-1 000,00--Cellule Jean de Neyman 1 000 - Raymond GUILLOUZOUC 200 - GUIMARD Marcel-300,00 --LAMORLETTE Madeleine-200,00--LE DEAN Michel-400,00--LE PERRON Albert-500,00--LECOQ Gaston-300,00--LECOQ Isabelle-300,00--LEMOINE Pierre-1 000,00--MAHE Pierre-1 000,00--MINIER Andrée et Roger-200,00--MOINARD Michel-250,00--MORAND Béatrice-400,00--OHEIX Lucien-300 - PABOIS René-150,00--PICONNIER Louise et M.-400,00--SAADI Suzanne-250,00--SAADI Suzanne-500,00--TEXIER Guy 200 -

Section du VAL DE LOIRE : BARNAGE Serge (Ancenis - St Géraon)-50,00--Cellule A. DAVIS-1 000,00--CHAPEAU Patrice-200,00--CORPARD Jet C (Carquefou)-300,00--COURTOIS Pierre-100,00--GAUTHIER François (Ancenis - St Géraon)-200,00--LECLERCQ A. (Riaillé)-200,00--RABOUIN Alexandre-100,00--RABOUIN Thérèse-100,00--ROY François (Ancenis - St Géraon)-50,00--SANDINI Eric (Ste Luce)-150,00--TERRIEN Alphonse (Ancenis - St Géraon)-200,00--VINCENT Arnaud (Varades)-200,00--

TOTAL GENERAL : 71 980,00 F

ENTREPRISE
LEBORGNE travaux publics et particuliers
 13, rue Réaumur - 44600 SAINT-NAZAIRE - Tél. 40 91 54 91 - Fax. 40 91 54 92

TERRASSEMENTS - RÉSEAUX DIVERS - TRAVAUX DE VOIRIE - BORDURES
 AIRES DE CIRCULATION & ESPACES VERTS POUR ENSEMBLES COLLECTIFS
 AIRES DE JEUX & ÉQUIPEMENTS SPORTIFS DE PLEIN AIR